



Communiqué de presse

26 octobre 2018

L'école n'est pas une maison de redressement, mais un lieu d'apprentissage.

Laurence Guillermou
chargée de
communication

T : 01 43 57 16 16

108/110, avenue Ledru-Rollin
75544 Paris Cedex 11

Une nouvelle fois, les responsables politiques français ne peuvent s'empêcher de réagir à l'emporte-pièce suite à la médiatisation d'un fait de violence dans une école.

Sur ce sujet, malheureusement, les gouvernements se suivent et se ressemblent. Ce n'est pas la première fois que la FCPE entend parler de « sanctuarisation de l'école », de « meilleure coordination entre les différents services ». S'ajoute à ce discours certes martial mais désespérément creux, la promesse de placer des policiers dans les écoles. Nos militants de Nice se battent déjà contre une mesure qui ne contribue qu'à renforcer le sentiment d'insécurité.

Pour la FCPE, la violence dans les établissements scolaires est un sujet primordial. Mais nous réclamons des moyens humains depuis déjà longtemps : enseignants formés, médecins, infirmiers, assistants sociaux, PSYEN, AED...

Aucun intervenant auprès des élèves ne devrait avoir peur ou être menacé dans le cadre de ses fonctions, mais ce n'est pas en plaçant un policier derrière chaque enseignant que l'on règlera un problème grandissant. Le manque de personnel d'encadrement dans certains établissements, la faiblesse de la formation des personnels, l'absence de prévention, le manque de mixité sociale et le fort turn-over du personnel éducatif ne contribuent pas à construire un climat scolaire serein.

Il est temps que les différents ministères se saisissent de cette question en bonne intelligence et sur le long terme. Des dispositifs existent déjà, les politiques jeunesse doivent être renforcées pour enfin répondre aux besoins des jeunes.